

Il est impossible de commencer cette déclaration sans avoir une pensée pour les victimes de cette terrible épidémie. Nos pensées vont aussi à celles et ceux qui œuvrent sans relâche pour soigner et accompagner les malades, sans oublier aussi celles et ceux qui travaillent chaque jour pour que la vie continue. Nous voulons aussi souligner l'engagement des personnels de l'Éducation Nationale dans cette période de crise. Ils mettent tout en œuvre pour assurer la continuité pédagogique en faisant preuve de créativité dans les contenus, dans les manières de communiquer et pour résoudre les problèmes matériels rencontrés par les élèves. Ils n'ont heureusement pas attendu 3 semaines et la mise en place de la plate-forme postale par exemple pour tenter de résoudre le problème des élèves « non connectés ».

Pour en venir plus directement à l'objet de ce CTSD, il est bien peu de dire que les conditions de préparation de cette carte scolaire 2020 ne sont pas raisonnables. Certes, il y a le confinement qui oblige à s'adapter au travail à distance. Mais il n'y a pas que cela. Avant même les dernières annonces ministérielles qui ont tout chamboulé et obligé à reprendre le travail, la carte scolaire avait été préparée en écartant les organisations syndicales. Les échanges se font maintenant avec les directeurs et les élus. Des éléments ont également changé, comme la manière de prendre en compte les RPI par exemple, sans la concertation annoncée pourtant l'an passé. Cela n'a pas eu d'incidence cette année, suite aux annonces de M. Blanquer mais cela en aurait très probablement eu et cela en aura certainement les années futures.

Les annonces de M. Blanquer, et principalement celles concernant les fermetures de classes en milieu rural ont tout bouleversé. Mais qu'en dire ? Nous n'avons toujours pas compris ces annonces : Quel rapport avec le COVID-19 ? Pourquoi était-il important de fermer dans la ruralité avant mais plus maintenant ? Certes, nous pourrions nous réjouir pour la Haute-Marne et pourtant, à l'Unsa Education, nous ne le faisons pas. Pas pour faire la fine bouche et tenir une quelconque posture mais parce qu'il ne s'agit pas d'un cadeau.

Déjà, en regardant le « seuil » des communes rurales fixé à 5 000 habitants, nous voyons immédiatement que cela n'a pas de sens au regard de notre réalité locale et que cela conduit à appliquer en Haute-Marne les mêmes critères que dans les très ruraux départements des Hauts-de-Seine ou de Seine-Saint-Denis. La décision présidentielle de ne pas fermer d'école sans accord du maire en milieu rural avait déjà sclérosé le maillage scolaire, allant d'ailleurs contre le principe même des conventions ruralité, et les dernières

annonces ministérielles ne font que renforcer le phénomène. A l'Unsa Education, nous ne revendiquons pas de fermer des classes en milieu rural, ni en milieu urbain d'ailleurs, mais ces décisions purement électoralistes fragilisent les bourgs et les villes dans notre département. Et, au moment de payer l'addition, probablement dès l'année prochaine, nous nous rendrons compte qu'il n'y aura eu que des perdants !

Il n'y a pas le choix. Il faut se plier au diktat ministériel de ces annonces qui n'ont pas été discutées avec les organisations syndicales ni même vraiment travaillées avec les services de l'Education Nationale si nous en croyons la surprise qu'elles ont générée chez tout le monde. Alors plions-nous ! Fermons dans les villes et allègrement dans l'éducation prioritaire. Il n'y a pas le choix, il faut bien que le couperet tombe quelque part. Peu importe si cela va créer des difficultés d'organisation des classes dans les écoles. Des organisations, comme les GS-CP ou les CE2-CM1, que l'administration décriait et que les IEN pourchassaient lors de la refondation de l'école sont aujourd'hui parées de beaucoup de vertus pédagogiques.

Nous voudrions terminer cette triste déclaration en revenant sur la direction d'école. Certes, les directeurs haut-marnais sont mieux lotis que d'autres mais ce qu'ils ont fait remonter comme besoin lors des consultations de la fin de l'année dernière, c'est la nécessité d'avoir plus de temps pour mener à bien leur mission. Et cette demande arrivait bien loin devant toutes les autres ! Eh bien cette revendication ne sera pas satisfaite. Vous nous avez dit il y a peu, madame l'Inspectrice, que les directeurs avaient été entendus mais ces derniers auront le sentiment d'un « cause toujours » et d'avoir perdu encore un peu plus de leur précieux temps.